RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR L'ANNÉE 2002

FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Au cours de l'exercice qui a couru du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002, les membres ont versé des cotisations pour un montant de 12 370 \$ et la somme de 4 805,50 \$ en dons. L'Association a reçu des subventions de l'ordre de 14 180 \$. L'effectif est passé de 375 à 378 membres, dont 33 personnes morales.

L'ASULF a publié un bulletin tiré à 1 500 exemplaires en septembre 2002 et trois numéros d'Info-ASULF au cours de l'année.

Grâce à une subvention du gouvernement fédéral, une linguiste a été embauchée au cours de l'été 2002 pour réaliser des bulles linguistiques, capsules attirant l'attention sur certains écueils de la langue et suggérant des moyens concrets de les éviter. L'Association a tenté en vain jusqu'à présent d'obtenir leur publication.

Notons que le président a fait l'objet d'un important article dans le numéro de février 2002 de la revue l'Actualité. Le titre en est *Changez de mot, vous vous êtes trompé*.

La rédaction félicite le président, qui a été promu au grade d'officier de l'Ordre de la Pléiade en mars 2002.

PLAINTES À LA COMMISSION DE PROTECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Une trentaine d'infractions à la Charte de la langue française ont été signalées à la Commission de protection au cours de l'année écoulée. Huit plaintes concernent des inscriptions unilingues anglaises dans la documentation explicative de certains produits ou sur leur emballage ou encore dans l'affichage. Deux plaintes ont été portées contre le ministère de la Justice du Québec: une première pour l'utilisation d'une empreinte d'affranchissement sur

laquelle paraît le seul mot *Valleyfield*. La deuxième infraction vise la papeterie des juges de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, qui elle aussi ne laissait paraître que la partie *Valleyfield* du nom de cette municipalité. Cette dernière situation a été corrigée, grâce à l'intervention de la Commission.

Trois plaintes ciblent des écoles que trois commissions scolaires persistent à appeler *pavillon*. La salle d'une école et une gare erronément dénommées *place* ont été rapportées à la Commission.

Il en est de même du cas de onze changeurs de monnaie portant, entre autres inscriptions fautives, l'inscription *change*. Une dizaine de situations concernant des changeurs dénoncés au cours des années précédentes ont été corrigées par la Commission.

Monsieur René CHAMPAGNE, spécialiste en traitement des plaintes de la Commission de protection, écrivait en ces termes à l'ASULF en septembre dernier au sujet de la compagnie distributrice de la plupart des changeurs de monnaie au Québec.

La compagnie Standard Change Makers s'est engagée en avril 2001 à distribuer à l'avenir au Québec des changeurs de monnaie conformes. Une déclaration solennelle a même été recueillie lors d'une vérification chez elle. Également, la compagnie a fait parvenir à ses principaux distributeurs, en septembre 2000, une note leur indiquant que les changeurs de monnaie utilisée au Québec devraient être conformes à la Charte de la langue française, note accompagnée d'un décalque avec le mot *Monnaie*.

Voici un extrait de la réponse du président de l'ASULF:

Je vous remercie beaucoup de votre lettre...accompagnée de quelques documents concernant le dossier des changeurs de monnaie. Je me permets d'attirer votre attention sur les points suivants.

L'adresse de la compagnie sur la note envoyée aux distributeurs est exclusivement en anglais. Cela me frappe et doit vous agacer aussi. En outre, on lit que le coût du décalque *Monnaie* est de 6 \$. Il faut donc payer un supplément à la compagnie pour être

servi en français. Cela est inadmissible, vous le savez bien. D'ailleurs, dans une lettre du 18 octobre 2001, votre Commission nous expliquait qu'elle avait réglé cette question et exigé que le décalque soit fourni gratuitement. Or, cette compagnie semble se foutre de cette exigence de la Commission. La situation n'est donc pas réglée, votre Commission doit poursuivre son intervention.

La Commission a transmis au Procureur général du Québec le dossier d'un Dépanneur Boni-Soir de Gatineau en lui recommandant d'entreprendre des poursuites pénales prévues par la Charte de la langue française. Le photocopieur installé dans ce magasin comporte des inscriptions unilingues anglaises.

Trois raisons sociales ont fait l'objet d'une plainte auprès de la Commission. Pour ce qui concerne *Home Depot*, la présidente de l'Office québécois de la langue française, Madame Nicole RENÉ, écrit ce qui suit en décembre 2002:

Dès le début du processus de francisation de l'entreprise, notre conseiller en francisation a fait part à la direction de l'entreprise qu'il serait souhaitable d'ajouter un accent aigu et un accent circonflexe sur le mot (dépôt).

L'entreprise Home Dépôt du Canada incorporée utilise dans l'affichage public la marque de commerce enregistrée le 28 avril 1999 à savoir *Home Depot*. Rappelons que, dans l'affichage public, une marque de commerce reconnue au sens de la Loi sur les marques de commerce peut être rédigée uniquement dans une autre langue que le français, sauf si une version française en a été déposée.

Par contre, en juin 1999, l'entreprise s'est dotée d'une raison sociale pour le Québec *Home Dépôt du Canada inc.*

Madame Nicole RENÉ écrivait ce qui suit en juillet 2002, à la suite de l'achat des magasins *Au coin des petits* par une entreprise américaine appelée *The Children's Place* et l'arrivée au Québec de *Mountain Equipment* :

Au coin des petits, qui est effectivement une appellation très connue au Québec, appartenait à la compagnie Comark inc., qui avait déjà obtenu

son certificat de francisation, et appartient maintenant à la compagnie américaine The Children's Place.

Nous communiquerons sous peu avec l'entreprise The Children's Place pour qu'elle s'inscrive auprès de l'Office de la langue française. Dans le cadre des démarches que cette entreprise sera amenée à faire pour obtenir son certificat de francisation, nous ferons valoir l'importance de continuer d'utiliser une version française acceptable pour ses quelques quarante-cinq magasins au Québec.

Quant à *Mountain Equipement*, le chef des communications de l'Office de la langue française a rencontré les dirigeants de cette compagnie et leur a expliqué les exigences de la Charte en matière de langue de commerce et de francisation des entreprises. L'entreprise s'est montrée très ouverte et le nom français qu'elle adoptera au Québec pourrait être par exemple *Magasin de plein air MEC*.

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le numéro de juin 2002 de l'Info-ASULF sonne l'alarme. Le projet de loi n° 104 contient une modification importante de la *Charte de la langue française* qui change la vocation de l'Office de la langue française et donne le feu vert à une langue québécoise approuvée par l'Office québécois de la langue française.

Ce même numéro traite d'une plainte portée contre l'Office au sujet de sa politique d'officialisation linguistique.

DOCUMENTS DES ENTREPRISES, SOCIÉTÉS ET ORGANISMES

Quelque 125 lettres ont été adressées à diverses entreprises, sociétés et organismes pour les inviter à corriger des incorrections linguistiques dans des écrits tels revue, bulletin, guide, facture, programme, fiche, dépliant et autres. L'ASULF a reçu une trentaine de réponses favorables à ses suggestions.

SUGGESTIONS AUX MÉDIAS

L'ASULF est intervenue auprès d'une vingtaine de médias, parmi lesquels *Le Soleil* de Québec, *Le Devoir* de Montréal, *Le Droit* d'Ottawa et la *Société Radio-Canada*.

Voici quelques-unes des expressions fautives très souvent dénoncées:

fabricant d'automobiles	(constructeur d'automobiles)
mon nom est	(je m'appelle)
régulier	(habituel)
sur feu rouge	(au feu rouge)

L'ASULF a invité le journal *Le Soleil* à insister auprès de ses titreaux pour qu'ils s'assurent de la correction linguistique des titres qu'ils choisissent.

CONVENTIONS COLLECTIVES

L'ASULF a écrit aux maires de différentes villes concernées par les fusions municipales pour les inviter à faire un effort particulier en 2002 dans le but d'éliminer une trentaine de fautes de français évidentes dans les conventions collectives héritées des villes fusionnées.

Ces villes sont les suivantes:

Montréal	Salaberry-de-Valleyfield
Gatineau	Longueuil
Trois-Rivières	Sherbrooke
Québec	Shawinigan
Saguenay	Lévis
	Rimouski

La plupart ont accusé réception de la correspondance, sans plus.

Elle a de plus sensibilisé à cette question le Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), qui représente la très grande majorité des salariés dans les villes ci-dessus, la Fédération des employés de services publics (CSN), la Fraternité des policiers de la communauté urbaine de Montréal et le Syndicat des pompiers du Québec.

STATUTS

Le président a été invité à réviser les statuts et règlements de la Centrale des syndicats du Québec à qui il a soumis une cinquantaine de pages d'observations.

La CSQ a remercié l'ASULF pour cette contribution exceptionnelle à la révision linguistique. Un montant d'argent a été versé par la centrale en guise d'appréciation de ce travail.

À la demande du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), l'ASULF a fait parvenir ses suggestions concernant ses statuts.

L'Association québécoise des retraités(es) des secteur public et parapublic (A.Q.R.P.) a laissé savoir que des suites avaient été données aux suggestions soumises par l'ASULF en avril 2000 pour la modification des statuts de cet organisme. Quelques-unes ont été retenues, alors que d'autres ont été ignorées ou remises à plus tard.

CERTAINS MOTS

boxing day

Plus de 170 lettres ont été expédiées à des agences de publicité en prévision du 26 décembre, pour les inviter à remplacer l'expression *boxing day* par une expression correcte en français. L'Association a félicité certains organismes qui ont fait un effort pour utiliser une expression juste.

L'Info-ASULF de mars 2002 rapporte la situation qui prévalait en décembre 2001.

régulier

L'onguent Flex-o-flex de Nergy Santé de Saint-Bruno portera désormais la mention *ordinaire* au lieu de *régulier*.

Plusieurs interventions pour demander la substitution du mot *régulier* ont été faites auprès de diverses sociétés.

autres expressions

L'Association a de plus continué le combat pour remplacer les mots *vente par solde*, *e-mail* par *courrier* et *Valleyfield* par *Salaberry-de-Valleyfield*.

LES FAUSSES « PLACES »

Place Victor-Hugo à Montréal

La Commission de toponymie a désofficialisé *Place Victor-Hugo* pour adopter *rue Victor-Hugo*. Celle-ci a informé l'ASULF en novembre 2000 qu'elle avait recommandé à la Ville de Montréal d'adopter cette nouvelle dénomination.

La situation demeure inchangée. À la suite des fusions municipales, les services concernés de la Ville sont toujours en période de réorganisation.

Place du Palais des congrès Square des gouverneurs

Ces deux projets situés à Montréal ont fait l'objet d'un questionnement de la part de l'ASULF au sujet de l'exactitude de leur dénomination.

Autres places

L'Association poursuit le combat pour arriver à éliminer les 36 fausses places de Repentigny, les 115 fausses places de

Charlesbourg et la Place Québec située à proximité de l'Assemblée nationale.

L'ASULF a écrit au conseil municipal de la ville d'Outremont pour l'inviter à suggérer à ses fonctionnaires municipaux de signaler au promoteur, lors d'une demande de permis de construire, que l'appellation choisie est erronée en français, notamment lorsqu'il s'agit de l'emploi des mots *place* ou *square* pour désigner des bâtiments.

Aucune suite n'a été donnée à cet appel.

DOCUMENTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère des Transports

L'ASULF a signalé à ce ministère les appellations *Cantons-de-l'Est* et *Vimy-Ridge* qui paraissent sur la *Carte routière officielle du Québec*.

Monsieur Pierre TOUPIN, directeur de la Direction du partenariat de la modélisation et de la géomatique du ministère des Transports, répond:

En ce qui concerne l'appellation Cantons-de-l'Est, il est important de noter qu'il s'agit du nom de la région touristique, tel qu'il est publié dans le *Guide touristique officiel* (éditions 2001-2002 et 2002-2003). Comme vous le savez, les régions touristiques se distinguent des régions administratives gouvernementales par leur objectif, le découpage de leur territoire et, parfois, par leur dénomination. La dénomination des régions touristiques ne fait pas l'objet d'une officialisation par la Commission de toponymie du Québec. Cependant, vous pouvez vous adresser aux Associations touristiques régionales associées du Québec (ATRAQ) ou à l'Association touristique régionale des Cantons-de-l'Est et leur faire part de vos commentaires.

En ce qui a trait à l'appellation *Vimy-Ridge*, c'est le nom officiel reconnu par la Commission de toponymie pour ce lieu habité. La carte routière respecte les noms des lieux habités officialisés par

la Commission de toponymie. Nous avons toutefois transmis votre lettre à Mme Nicole René, présidente de la Commission de toponymie, à titre d'information.

L'Association s'interroge sur l'utilisation de l'expression *parc routier* par le même ministère pour désigner une halte routière.

L'ingénieure Anne-Marie LECLERC, sous-ministre adjointe à la Direction générale des infrastructures et des technologies de répondre:

Le terme *parc routier* est un terme générique pour désigner le réseau de parcs routiers et non pas pour identifier un site. Le nouveau réseau de parcs routiers comprend cinq catégories de site dont des aires de service, des aires de stationnement pour véhicules lourds et des belvédères.

Ministère de l'Éducation

La situation suivante a été dénoncée par le président de l'ASULF auprès du ministre Sylvain SIMARD.

J'ai appelé à votre ministère au n° 643-7095. J'ai entendu le message suivant:

Direction des communications du ministère de l'Éducation. Pour continuer en français, appuyez sur le 1. For service in English, press two.

Voilà une réponse typique d'un ministère ou d'une entreprise qui fonctionne dans un contexte de bilinguisme. C'est ce qui se passe à VIA RAIL, par exemple, ou dans les ministères du gouvernement fédéral. Dans une entreprise francophone, on s'attendrait plutôt au message suivant:

Direction des communications du ministère de l'Éducation. For service in English, press two.

Un francophone devrait avoir accès au service en français automatiquement, sans devoir faire une démarche

particulière. C'est ce qui se passe dans plusieurs entreprises au Québec. Elles vous font la leçon à cet égard.

Voici la réponse reçue un mois plus tard de madame Solange CYR, coordonnatrice du Centre d'information multimédia du même ministère.

Par la présente, nous vous confirmons que nous prenons les mesures nécessaires afin de corriger la situation sur laquelle vous attiriez notre attention dans votre lettre du 4 juin dernier adressée à M. Sylvain Simard.

En effet, après avoir pris connaissance de vos commentaires, nous ferons en sorte que le message d'accueil du ministère de l'Éducation soit modifié et dorénavant conforme à la Charte de la langue française.

Ministère de la Justice

Grâce à l'ASULF, les juges de Salaberry-de-Valleyfield ont maintenant du papier à lettres sur lequel ils peuvent lire le nom de leur ville. Auparavant, seul le mot *Valleyfield* y figurait.

C'est ainsi que débute l'article paru sur le sujet dans l'édition de septembre 2002 de *l'Expression juste*.

Ministère du Travail

L'Info-ASULF de décembre 2002 traite du mémoire présenté à la Commission de l'économie et du travail concernant le projet de loi n° 143 relatif aux normes du travail. L'Association invite cette commission à recommander au législateur de corriger des erreurs de vocabulaire dans le projet de loi.

Elle a suggéré en particulier d'abandonner la locution « être à l'emploi de ». Le législateur a accepté cette suggestion.

INTERVENTIONS PERSONNELLES DES MEMBRES

Monsieur Jean BERNIER s'est plaint, dans une lettre de plus de cinq pages, de l'usage nettement abusif d'expressions anglaises par l'animateur de l'émission *Matinauxpresto* de la Société Radio-Canada. L'expression juste de septembre 2002 relate cette démarche. L'animateur critiqué a été renvoyé de Radio-Canada.

Monsieur Paul PICHÉ a fait part de l'impossibilité pour lui d'obtenir de divers organismes publics du Québec qu'ils placent un accent aigu sur le e qui termine son nom. Cette situation le vexe d'autant plus que les organismes fédéraux font place aux accents diacritiques.

L'ASULF a dénoncé cette situation à la Commission de protection de la langue française qui n'a pas retenu cette plainte, invoquant l'absence de contravention ou d'une infraction à la loi. L'Association continue ses démarches dans ce dossier.

GRUPE TACTIQUE D'INTERVENTION

À la suite de l'assemblée annuelle de l'année 2002 qui a été saisie du mémoire de M. Roch MÉNARD, un comité a été formé pour étudier ce projet et faire des recommandations. Vous serez saisi de ce rapport au cours de la présente assemblée.

De plus, un groupe tactique d'intervention a été formé. Outre le président de l'Association, deux membres en font partie : MM. Yvon DELISLE et Raymond GAGNIER. Quelques autres ont manifesté leur désir d'en faire partie.

Le groupe s'est immédiatement mis à la tâche pour intervenir auprès des médias, journaux, magazines et réaliser d'autres interventions auprès de diverses sociétés. On doit à ce groupe plusieurs centaines de missives à ce jour.

RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT

Le rapport ci-dessus est très incomplet, faut-il le rappeler. Il doit néanmoins vous convaincre que l'ASULF est très active, mais qu'elle ne tire pas pour autant sur tout ce qui bouge. Elle fait, en général, des interventions ciblées.

Voici quelques réflexions. La Charte de la langue française a été modifiée en 2002. Le nouveau Conseil supérieur de la langue française a moins de pouvoirs que le précédent. La Commission de protection de la langue française a été remplacée par l'Office, qui lui succède pour le traitement des plaintes. Enfin, certains articles de la Charte ont été modifiés, presque dans l'indifférence, pas nécessairement dans le sens souhaité par l'Office.

La présidente de l'Office a pris contact avec le président de l'ASULF dès son entrée en fonction le 1^{er} octobre dernier. L'ASULF reconnaît que l'Office fait du bon travail dans l'ensemble, de l'excellent même. Notre association veut bien coopérer avec lui pour la promotion de la qualité de la langue. Cela dit, persiste un désaccord sur la terminologie.

Auparavant, l'Office faisait la promotion d'une langue publique qui se rapprochait du français dit international ou européen. Cette orientation n'écartait nullement la reconnaissance de quantité de termes propres au Québec. Ces dernières années, l'Office précédent a changé d'orientation en matière de terminologie et le nouvel Office suit dans le même sens. À mon avis, il prône maintenant une langue publique, faut-il le rappeler, que j'appellerais québécoise, par l'acceptation de nombre de mots québécois, parce qu'ils constituent l'usage généralisé ici. Il n'hésite pas alors à aller à l'encontre de l'avis généralisé et constant de l'ensemble des linguistes, parmi les meilleurs, et à mettre de côté des décisions antérieures de l'Office. Deux exemples.

L'ASULF a demandé à l'Office en 1999 de normaliser le mot « déviation », qui était recommandé par cet organisme depuis 20 ans et reconnu par la communauté linguistique dans son ensemble. Le ministère des Transports utilisait néanmoins le mot « détour » dans la signalisation routière. L'Office a fait un virage imprévisible, fait des distinctions jésuistiques et accepté le mot

« détour ». De plus, cette décision a été prise dans des circonstances regrettables. Le Larousse 2003 mentionne le mot « détour » au sens de « déviation » au Québec.

En décembre 2002, l'ASULF a demandé l'appui de l'Office pour inviter le législateur à abandonner l'anglicisme « être à l'emploi de » dans sa législation en général. Contrairement à toute prévision, l'Office a rejeté cette demande et jugé que cette expression était correcte en français. Il est allé une fois de plus à l'encontre de sa position précédente et n'a tenu aucun compte de l'avis de l'ensemble des linguistes depuis des années. Heureusement, le législateur a donné suite à la demande de l'ASULF et écarté cette expression du projet de loi n° 143 (normes du travail).

Voilà, coup sur coup, deux décisions typiques qui indiquent que l'Office n'hésite pas à valider des termes de la langue publique, toujours vus comme fautifs dans le passé. L'ASULF estime qu'il fait fausse route; elle ne peut accepter une telle orientation. Plusieurs de nos membres, des spécialistes de la langue en particulier, nous ont fait part de leur émoi à la suite de la position de l'Office et demandé d'intervenir. Je ne puis vous dire de façon précise aujourd'hui ce que nous allons faire, mais nous allons sûrement nous opposer à la ghettoïsation de la langue. Le Québec n'a pas besoin d'un organisme pour soutenir le vocabulaire québécois traditionnel qui se porte très bien seul.

Un mot au sujet du groupe tactique d'intervention. À la suite du rapport Ménard l'an passé et en attendant le rapport du comité Lavigne cette année, la direction a mis sur pied le groupe mentionné ci-dessus. Malheureusement, le président n'y a pas consacré suffisamment de temps, de sorte que ce groupe s'est limité en pratique à lui-même, à Yvon Delisle et à Raymond Gagnier de Montréal. D'autres membres qui avaient manifesté leur intérêt, Patrick Andries, Gaston Bernier, Rémi Bolduc et Alain Savard, par exemple, n'ont pas été mis vraiment à contribution. Ce groupe sera plus actif dans les mois qui viennent. Vous serez appelé tantôt à étudier la rapport Lavigne qui fait des suggestions pour l'action future de l'ASULF.

En terminant, je fais des remerciements. Cette partie de mon message n'est peut-être pas originale, mais elle est importante. Je ne peux oublier les membres, dont plusieurs sont fidèles

depuis plusieurs années et qui font un don, en plus de payer leur cotisation, en particulier ceux qui assistent aux assemblées générales. Tous les membres du conseil d'administration méritent aussi mes remerciements. La tâche du trésorier, telle qu'elle est assumée, est considérable et celle du secrétaire s'accroît également. Léone Tremblay mérite un merci particulier, ne serait-ce que pour la rédaction du rapport du conseil d'administration. Enfin, Nathalie Houle, secrétaire au bureau de l'Association, et Andrée Champagne, toujours disponible chez elle depuis 14 ans, rendent des services très appréciés à l'association.

Le 28 avril 2003